

Article paru dans le journal Le Monde du mardi 20 novembre 2018

Christian Gollier (Toulouse School of economics)

« Gilets jaunes » : « La transition écologique va nécessiter un courage politique considérable »

Les trois quarts des Français pensent que la lutte contre le changement climatique est une urgence. Pourtant, depuis dix ans, toutes les tentatives des gouvernements successifs, de gauche comme de droite, de mettre en place le seul mécanisme efficace de lutte génèrent une levée de bouclier massive dans l'opinion. Il existe pourtant aujourd'hui un consensus fort parmi les économistes en faveur de l'application du principe pollueur-payeur aux émetteurs de CO₂.

L'imposition d'un prix universel du carbone permet en effet d'inciter chacun d'entre nous à intégrer dans nos choix les dommages générés par le CO₂ émis comme si nous en étions nous-mêmes les victimes. Même si certains espèrent encore qu'un appel à l'altruisme pourrait aider, ce prix est en fait aujourd'hui le seul capable de modifier durablement les comportements. Ce mécanisme simple et transparent permet d'atteindre l'objectif de réduction des émissions au moindre coût pour la société dans son ensemble.

Le gouvernement est aujourd'hui confronté à une opinion schizophrène, qui se scandalise du manque de soutien pour l'écologie au sein du gouvernement avec le départ de Nicolas Hulot et en même temps rejette la fiscalité écologique. Comment en est-on arrivé là ? Je vois trois explications. La responsabilité première de ce fiasco est politique. La guerre contre le changement climatique nécessite quelques efforts des générations actuelles, comme une hausse du prix des carburants, pour éviter des dommages incommensurablement plus élevés pour les générations futures. Les politiques responsables auraient donc dû parler de « sang » et de « larmes » pour sonner la mobilisation générale envers ce péril létal pour l'humanité. Ils ont préféré la promesse démagogique d'une caverne d'Alibaba portée par une transition énergétique créatrice de milliers d'emplois, source de croissance et d'enrichissement pour tous.

On découvre aujourd'hui qu'il n'en est rien, et que les fruits de nos efforts n'iront pas à nous, mais à nos arrière-petits-enfants. Il est urgent de dissiper cette fiction entretenue par de nombreux économistes français cherchant à se faire bien voir du prince, par exemple lors de la COP21 de Paris, où tout a été fait pour éviter de parler de prix du carbone. Remplacer l'énergie fossile abondante par des énergies renouvelables beaucoup plus chères, ça ne va être drôle pour personne. Cela va donc nécessiter un courage politique considérable, dans un contexte international où le chacun-pour-soi domine.

Perte de légitimité de l'Etat

La deuxième raison de cette schizophrénie provient de l'idée, répandue, selon laquelle seuls les entreprises et l'Etat devraient être acteurs de cette transition énergétique, et que les ménages n'y peuvent rien. C'est évidemment faux, puisque plus de la moitié des émissions de CO₂ proviennent directement de ces derniers. La France ne pourra pas atteindre ses objectifs climatiques ambitieux sans la mise en place d'un fort mécanisme incitatif en direction des ménages, notamment pour se chauffer et se mouvoir. Le prix du carbone poussera naturellement au renforcement des circuits courts, du télétravail, du covoiturage et de l'augmentation de la demande pour des véhicules encore plus sobres. La lutte contre le changement climatique doit être l'affaire de tous.

Finalement, la plupart des Français ne comprennent pas que l'intérêt de la fiscalité verte est incitatif plutôt que contributif. Les économistes sont neutres sur l'utilisation de la recette des taxes vertes, qui pourrait par exemple servir à compenser les plus pauvres. Ils partent du principe qu'il ne faut pas contraindre l'Etat dans l'optimisation de l'allocation de son budget. Les taxes sur le tabac doivent-elles être ciblées en faveur de la recherche sur le cancer ? Les recettes des radars sur nos routes doivent-elles être utilisées pour lutter contre les incivilités au volant ? Non.

La perte de légitimité de l'Etat pour allouer les ressources que nos citoyens lui confient est une source d'inquiétude pour nos démocraties. Elle suggère que nous consacrons plus d'efforts pour évaluer de façon transparente et indépendante nos politiques publiques, pour que chaque euro public dépensé le soit toujours dans le sens de l'intérêt général. Trop de citoyens en doutent aujourd'hui. Avouons qu'on ne peut pas leur donner tort. Ceci nécessite une réaction vigoureuse du gouvernement.